

**Privé - Public
le 10 mars**

■ **FACE** aux attaques tous azimuts d'un gouvernement aux ordres d'un Medef toujours plus exigeant.

■ **FACE** à un gouvernement méprisant qui multiplie les provocations et persiste dans une politique de démolition sociale massivement rejetée.

■ **FACE** à un patronat qui multiplie pression et chantage à l'emploi au sein des entreprises pour contraindre les salariés à sacrifier leurs droits et conditions de travail et à accepter toujours plus de flexibilité, de précarité...

■ **FACE** à un patronat qui annonce des profits fabuleux dans les grandes entreprises françaises pour 2004 tout en continuant de détruire les emplois et de geler les salaires.

TOUS ENSEMBLE !

- ▶ **REFUSONS** de TRAVAILLER PLUS pour GAGNER MOINS !
- ▶ **REFUSONS** de PERDRE année après année notre POUVOIR D'ACHAT !
- ▶ **REFUSONS** le remplacement du code du travail par le CODE DU MEDEF !
- ▶ **REFUSONS** la CASSE du SERVICE PUBLIC !
- ▶ **REFUSONS** la PRECARISATION de nos vies !

Imposons d'autres choix !

Des choix favorables aux salariés,
aux précaires, aux chômeurs et aux retraités

Remise en cause du temps travail, perte de pouvoir d'achat, déréglementation, chômage... **ASSEZ !**

POUR NOS SALAIRES !

En refusant d'augmenter les salaires des fonctionnaires, le gouvernement donne l'exemple au patronat pour que celui-ci refuse les augmentations salariales dans les entreprises privées. C'est bien la question de la répartition des richesses qui est posée. Exigeons des augmentations du pouvoir d'achat des salaires, pensions et retraites, dans le privé et dans le public.

Le gouvernement annonce une reprise de la croissance, mais les emplois ne suivent pas. Le nombre de chômeurs ne diminue pas. Un actif sur dix est touché par le chômage. Ce qui est en cause c'est bien l'augmentation des profits des entreprises. Les investisseurs et les détenteurs de capitaux exigent des taux de profit de plus en plus élevés : cela se fait toujours au détriment de l'emploi et des conditions de travail. Exigeons des emplois stables à temps complet et correctement rémunéré pour toutes et tous.

POUR L'EMPLOI !

POUR NOS DROITS SOCIAUX

Après s'en être pris à la protection sociale, le gouvernement entend mettre en œuvre les revendications du Medef visant à « libérer » les entreprises de toute obligation légale. Dans les faits, il s'agit de favoriser un désengagement des entreprises de toutes contributions sociales et d'affaiblir le plus possible les protections des salariés contenues dans le Code du travail ou les conventions collectives. Ce dont rêve le patronat, c'est d'un contrat de travail négocié individuellement entre le salarié et le patron et de pouvoir licencier plus vite et plus facilement ! Exigeons une autre politique en totale rupture avec celle actuellement menée qui ne conduit pas à la création d'emplois mais à la baisse du « coût » du travail et au remplacement d'emplois stables par des emplois précarisés.

POUR UN EMPLOI SOLIDAIRE !

Le gouvernement et le patronat entendent forcer les salariés à travailler plus longtemps pour gagner moins. Dans un 1^{er} temps, il s'agit de faire disparaître les dispositions favorables des 35 heures tout en maintenant la flexibilité et le gel ou la modération des salaires que celles-ci avaient induit. Dans un 2^{ème} temps, il s'agit de supprimer une journée de congé, sous prétexte de solidarité nationale, afin d'accroître la durée du travail sans contrepartie financière. Exigeons une réduction effective pour toutes et tous de la durée légale du temps de travail hebdomadaire sans réduction de salaire.

Toutes et tous en grève et dans la rue le 10 mars

Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14

contact@solidaires.org

www.solidaires.org